

## Le bonheur? C'est droit devant! (banalités en miettes)

Mark Fortier

Volume 40, numéro 5 (239), octobre 1998

De l'argent

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/32058ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fortier, M. (1998). Le bonheur? C'est droit devant! (banalités en miettes). *Liberté*, 40(5), 40–45.

MARK FORTIER \*

## LE BONHEUR? C'EST DROIT DEVANT! (BANALITÉS EN MIETTES)

*Ils se donnaient ainsi vingt années devant eux,  
deux cent quarante mois d'économies tenaces  
pour se fabriquer un bonheur.*  
Louis-Ferdinand Céline

Nous, on préfère regarder droit devant. En avant de nous s'étale le champ des possibles. Derrière notre dos gisent les remords et les regrets. Entre les deux, le choix semble aller de soi. La posture a ses avantages, reconnaissons-le. Il est aisé de s'élancer vers le futur, l'esprit en paix, dans la position du coureur: l'échine courbée, dopé d'ambition, les yeux rivés sur un horizon imaginaire où nous attend le succès. Modeste bonheur, ce succès. On s'entend là-dessus. Un petit bout d'infini donné en pâture à monsieur-tout-le-monde, mesurable en espèces sonnantes et trébuchantes, fils de la dérégulation, mais bonheur quand même. Prédigéré toutefois; fabriqué à la chaîne, partout pareil, en France, aux États-Unis, au Canada, et en tous points conforme à la prescription de M. Taylor, qui nous l'a bien dit qu'on n'est « pas là pour

---

\* Mark Fortier est journaliste à l'hebdomadaire culturel *Ici*. Avec Louise Boivin, il a publié *L'Économie sociale. L'avenir d'une illusion* (Montréal, Fides, 1998).

penser! ». Voilà, de la sorte nous allons le cœur léger, convaincus que pour la poursuite du bonheur, nous avons trouvé une méthode infaillible : l'amnésie!

Le 8 octobre 1996, Lucien Bouchard se rendait à la Chambre de commerce et d'industrie de Laval, où il fit une allocution. Notre premier ministre apprécie Laval, puisque ce n'était pas la première fois qu'il s'y déplaçait pour prendre la parole. Rien d'anormal, direz-vous. Certes, faire un pèlerinage à Laval de temps à autre constitue une obligation morale, voire électorale, pour un premier ministre du Québec. Y aller pour faire une profession de foi socialiste à des hommes et des femmes d'affaires, par contre, c'est plutôt inusité. Pourtant, c'est exactement ce qu'a fait Lucien Bouchard, ce 8 octobre 1996, avec son discours intitulé : « L'économie, l'emploi et la solidarité ».

C'était six mois après le sommet sur les finances de l'État où fut lancé le mot d'ordre du déficit zéro pour l'an 2000, et trois semaines avant le sommet sur l'emploi, la fiscalité et l'économie sociale. Entre deux grand-messes célébrées à la gloire des purges budgétaires, Lucien Bouchard a donc tenu à rappeler aux contribuables que l'État québécois resterait malgré tout animé par la foi sociale-démocrate. Il faisait ainsi écho à Bernard Landry qui, depuis le début de cette année, s'époumonait sur toutes les tribunes pour clamer haut et fort que son gouvernement était de gauche.

Les gens sont attachés aux symboles. C'est pourquoi Lucien Bouchard leur a dit, à Laval, que l'État resterait le Soviet suprême de la petite épargne, le seul garant de la justice sociale au Québec. À condition, bien entendu, que dorénavant on appelle socialisme toute action politique effectuée par un gouvernement qui s'autoproclame de gauche. Il n'a pas inventé l'astuce, Lulu, Bill Clinton, Mitterrand et bien d'autres l'avaient précédé dans cette voie. Le 8 octobre 1996, le premier ministre a donc pré-

senté les thèses du libre-échange mondialisé comme la nouvelle pierre angulaire de la sociale-démocratie; la compétitivité comme une nouvelle forme de solidarité. En moins d'une heure, l'homme politique a ainsi réinventé la sociale-démocratie, faisant table rase de cent ans d'histoire politique. Pourquoi? Pour sauver les apparences. Petite lâcheté d'un politicien qui a compris que l'électorat contemporain était toujours prompt à accepter un gros mensonge bien gras pour ne pas avoir à faire face à une belle petite vérité toute rugueuse. Il n'en fallait pas davantage pour que l'opinion publique trouve parfaitement vertueux le mot d'ordre du déficit zéro pour l'an 2000.

Un symbole n'attend pas l'autre avec le Parti québécois, et ce «Déficit zéro pour l'an 2000» n'est pas le moindre. C'est simple, facile à retenir, et bourré de chiffres éloquents. Exactement le genre de slogan qu'il fallait au PQ, pour faire oublier qu'en pleine campagne référendaire il n'avait pas hésité à opposer le Québec-attaché-à-ses-valeurs-de-justice-sociale à ce Canada-vil-mercantile-et-enclin-à-sabrer-dans-ses-programmes-sociaux.

Le déficit zéro pour l'an 2000, c'est quoi comme symbole? D'abord c'est l'an 2000, nouveau millénaire, signe annonciateur d'un temps nouveau forgé à même le progrès technique. Puis, c'est ce chiffre, zéro, puissant signifiant, évoquant à la fois l'absence de déficit et la pureté qui découle de toutes privations béates, ce qui ne va pas sans rappeler ce moralisme bas-de-gamme qui teinte les discours de Lucien Bouchard. Résultat: le déficit pour l'an 2000, c'est mille ans de bonheur pour quatre ans de privation! Une bien modeste indulgence pour avoir cru que la Providence était l'apanage de l'État. L'affaire semblait bonne, alors on a accepté le sacrifice.

Nous n'avons pas eu tort. La preuve? Cette année le Canada s'est débarrassé de son déficit. Et qu'est-ce qu'il

raconte, le Canada? Eh bien, il dit qu'il est transi d'allégresse maintenant qu'on n'est plus fauché! Dans son allocution de la fête du Canada, Jean Chrétien a été très clair à ce sujet: « Nous célébrons un présent qui nous comble! » En quoi sommes-nous comblés? On l'ignore, mais ça reste une façon élégante de se satisfaire de peu, l'ignorance. Avec Jean Chrétien, ça fonctionne en tout cas. C'est bête qu'on n'y ait pas pensé plus tôt. On le savait, pourtant, que l'imbécile est toujours heureux.

À coups de petites amnésies sélectives, nous voilà redevenus d'aimables petits bourgeois. Des partisans de la philosophie du boutiquier, suite interminable de syllogismes à deux colonnes, qui balancent, de préférence. Nous avons accepté ça, candides, un peu parce qu'on a joué avec les mots, beaucoup parce que nous nous sommes convaincus qu'il vaut mieux se préparer dès maintenant à affronter l'avenir et son lot de contraintes économiques globalisées. Du coup, le futur est déjà là, fait d'impératifs économiques ne nous laissant d'autres libertés que celle de nous adapter. On n'imagine plus l'avenir, on s'y plie, et c'est à qui saura mieux y faire que l'on s'amuse maintenant. Le passé, quant à lui, sombre dans l'oubli. On l'en sort parfois, à titre d'épouvantail, pour nous rappeler que c'est à cause de ses folies dépen-sières qu'on en est rendu là. C'est tout.

Reste le présent. Dans cette joute rhétorique, où le passé est enterré en fonction d'un avenir planifié d'avance, ce qui est réellement sacrifié, on l'aura compris, c'est le présent. Le présent, c'est un point de tension entre hier et demain, qui produit la puissance nécessaire à la transformation du monde. Le présent, c'est également le principe de réalité du pouvoir. Puisqu'en politique, c'est seulement ici et maintenant qu'on peut réaliser que tout ce que nous avons été n'a de sens, au fond, qu'au regard de tout ce que cela nous permet encore de devenir. Par conséquent, nous avons une grosse dette envers le passé,

puisque nous lui devons tout ce que nous pouvons devenir. Et s'acquitter de cette dette-là (bien plus importante que l'autre), c'est un devoir; qu'on accomplit en léguant à l'avenir autant, sinon davantage, de sens que nous n'en avons reçu en héritage.

Le politique a la responsabilité d'assurer la pérennité du monde, du moins la part sur laquelle il exerce sa souveraineté. Il doit s'assurer que l'ensemble des champs de la pratique humaine, non seulement conservent leur autonomie, mais n'anéantissent pas la vie sociale dans sa totalité. C'est beaucoup de pouvoir. Mais ça n'inclut pas celui de décréter le réel. Toute la jurisprudence du vingtième siècle, avec ses Staline, Mao, Hitler, est là pour en témoigner.

En faisant de l'État l'instrument d'une litanie de nécessités économiques, et en affirmant que de cette soumission surgira une forme inédite de justice sociale, Lucien Bouchard et ses Sommets socioéconomiques n'ont évidemment pas tenté de décréter le réel. Ils l'ont tout bonnement dissous dans les flux financiers. En transformant l'avenir en obsession économique; en lui inféodant le présent. Du coup, tout ce que nous avons été, comme par magie, est devenu insignifiant et malléable à souhait.

Peut-être n'avait-il pas le choix. Peut-être que c'est le réel, justement, qui imposait de se soumettre ainsi aux nécessités économiques; pour un temps. Il est sûrement vrai, en tous les cas, que la mise en faillite de l'État-providence n'est pas uniquement la conséquence d'une funeste idéologie néo-libérale. Il n'empêche que cette idée d'abdiquer librement sa liberté est grosse de contradictions. Et c'est bien ça que notre gouvernement a exigé de la société civile, en octobre 1996, lorsqu'il lui a dit que, pour sa sécurité financière, il fallait qu'elle cesse d'attendre de la sphère politique qu'elle soit un lieu de réflexion sur le devenir de la société. En nous promettant qu'à l'avenir, la logique du marché serait responsable de notre bonheur.

C'est là que le bât blesse. Si tout cela fait notre malheur, nous ne pourrions guère réagir, puisque nous aurons renoncé à exercer notre liberté politique. C'est pourquoi, j'imagine, il nous est fortement conseillé d'oublier; d'oublier le passé, d'oublier les promesses qu'on nous fait, d'oublier la richesse du présent, et de regarder droit devant, en croyant ferme que le bonheur s'y trouve. Le problème, évidemment, c'est que droit devant, on ne sait toujours pas où c'est. Et qu'à force de se précipiter vers cet ailleurs qui n'est nulle part, la seule chose qui peut nous arriver, c'est de ne plus savoir où l'on est.

On peut toujours se consoler en se disant qu'au cœur de toute cette confusion il y aura beaucoup d'argent. Beaucoup, beaucoup d'argent. Mais il y aura peu d'élus pour mettre le grappin dessus. Alors, qu'attendez-vous? Dépêchez-vous! Courez! Vous avez déjà perdu beaucoup trop de temps en lisant ce texte! On ne vous le répétera pas mille fois: le bonheur, c'est droit devant! Et, contrairement à ce que disent les pisse-vinaigre, c'est l'argent qui le fait. Oubliez tout le reste, vous ne vous en porterez que mieux!